

## Message du Directeur général et Président du Conseil d'administration



*La direction du FMI, de gauche à droite :*  
Rodrigo de Rato, Directeur général et Président du Conseil d'administration  
Anne O. Krueger, Première Directrice générale adjointe  
Agustín Carstens, Directeur général adjoint  
Takatoshi Kato, Directeur général adjoint

’,  
exercice financier du FMI clos le 30 avril 2006 a été une année de continuité et de progrès pour l’économie mondiale, et une année de changement pour le FMI. L’économie mondiale a continué à croître à un rythme impressionnant, l’expansion a été plus largement répartie sur le plan géographique et les marchés financiers sont restés bien orientés. Ce climat quasiment dénué de crises économiques a favorisé la réflexion, à l’extérieur et à l’intérieur du FMI, sur les orientations futures de l’institution; j’ai moi-même encouragé cette réflexion en amorçant en 2004 un réexamen des orientations stratégiques.

Je me suis attaché à rassembler les résultats de cette réflexion dans deux rapports. J’ai soumis au Comité monétaire et financier international (CMFI) en septembre 2005 un premier rapport énonçant les grandes lignes d’une stratégie à moyen terme pour le FMI et, en avril 2006, un second rapport décrivant les plans de mise en œuvre de cette stratégie. Je me félicite du fait que le Conseil d’administration a largement donné son aval aux deux rapports soumis au CMFI et que ce dernier en a pris bonne note et, en avril m’a chargé, avec le Conseil d’administration, de formuler des propositions concernant la surveillance, les prêts en temps de crise et la gouvernance du FMI – tous sujets essentiels – d’ici à l’Assemblée annuelle, qui se tiendra à Singapour en septembre.

Pour ce qui est de la surveillance, la route est toute tracée : la surveillance doit être mieux cadrée et porter plus d’attention aux retombées de la politique d’un pays sur les autres. Nous devons aussi approfondir notre compréhension des marchés financiers et de capitaux. Le nouveau département qui naîtra

de la fusion du Département des marchés de capitaux internationaux et de celui des systèmes monétaires et financiers aura un rôle important à jouer à cet égard. Un autre élément fondamental de la stratégie à moyen terme (SMT) sera un nouvel instrument qui complétera la panoplie dont se sert le FMI dans l’exercice de la surveillance de l’économie mondiale : des consultations multilatérales, au cours desquelles des dossiers particuliers à dimension mondiale ou régionale seront examinés de façon approfondie et collective par les principaux pays intéressés, ainsi que par les organes décisionnels formés par des groupes de pays membres. Notre première consultation multilatérale a déjà été entreprise, avec pour objectif de réduire les déséquilibres mondiaux tout en préservant une croissance vigoureuse.

L’année écoulée a été une période de progrès et d’espoir pour les pays à faible revenu. Le taux de croissance de l’Afrique a dépassé 5 % pour la deuxième année consécutive. En juillet 2005, les dirigeants du G-8 ont proposé d’annuler les dettes de certains des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés envers les institutions financières internationales, et les institutions financières internationales sont rapidement entrées en action. Je puis dire avec fierté que le FMI s’est trouvé aux avant-postes, mettant en place dès janvier 2006 des mécanismes pour effacer les dettes de 19 pays. Le FMI s’est aussi montré à la hauteur des enjeux de la lutte contre la pauvreté dans les pays à faible revenu à d’autres égards : il a créé une nouvelle facilité pour aider les pays à faire face à des chocs exogènes, il a mis en place l’instrument de soutien à la politique économique pour aider les pays qui ne

requièrent ou ne souhaitent pas de concours financiers du FMI, et il a publié en plusieurs langues le *Guide sur la transparence des recettes des ressources naturelles* pour aider les pays à déjouer la «malédiction des ressources naturelles». Un autre volet fondamental de notre travail reste de fournir à nos pays membres des conseils avisés en matière macro-économique; il s'agit là d'une fonction essentielle du FMI, qui est aussi le meilleur moyen d'aider les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Au cours de l'exercice 2006, le FMI a accordé peu de nouveaux prêts ordinaires (non concessionnels), et certains des plus gros emprunteurs ont été en mesure de rembourser leurs emprunts par anticipation. Il y a lieu de s'en réjouir. Cela dit, je ne pense pas que la demande d'assistance financière du FMI pour faire face à des problèmes de balance des paiements va rester dormante indéfiniment, et notre institution doit être prête à répondre aux besoins des pays membres lorsqu'ils se manifesteront. C'est dans cette optique que j'ai proposé au Conseil d'administration, toujours dans le cadre de la stratégie à moyen terme, que nous dotions d'un nouvel instrument afin de venir en aide aux pays émergents dont la situation est foncièrement solide, mais qui demeurent vulnérables aux chocs. Cet instrument servirait à aider les pays à éviter les crises et à y faire face si elles se produisent.

Le FMI s'est aussi employé cette année à mettre de l'ordre chez lui. En avril, nous avons achevé le réexamen des conditions d'emploi, de rémunération et de prestations sociales du personnel. Nous avons aussi présenté, pour la première fois, un budget à moyen terme. Les travaux ont commencé sur d'autres chantiers importants. J'ai constitué des comités externes de personnalités éminentes pour nous conseiller dans deux domaines cruciaux : la division du travail entre le FMI et

la Banque mondiale, et les nouvelles sources de revenu du FMI, en des temps où la prévention des crises pourrait nettement prendre le pas sur la correction des crises, et le FMI ne devrait pas être aussi tributaire qu'il l'a été des revenus de ses prêts. Outre l'analyse des options existantes pour élargir l'assiette du revenu de notre institution, nous agissons sur le volet des dépenses, puisque le budget à moyen terme prévoit des réductions en termes réels. Plus fondamentalement peut-être, je travaille à des propositions de réforme du mode de représentation des pays au FMI. À l'heure actuelle, les quotes-parts et pouvoirs de vote relatifs de nos membres ne rendent pas compte de l'accroissement du poids économique de certains pays, dont quelques-uns des plus grands pays émergents. Je suis aussi préoccupé par l'érosion du pouvoir de vote des pays à faible revenu au fil des ans. Cela suscite des interrogations quant à l'adéquation de la voix et de la représentation d'un certain nombre des pays qui continuent à emprunter au FMI, mais n'ont qu'une part limitée des voix attribuées. Je présenterai des propositions précises en vue de faire évoluer ces questions de gouvernance d'ici à l'Assemblée annuelle; l'efficacité du FMI dans les années à venir en dépend au plus haut point.

Nous nous réunirons cette année à Singapour, et il est bon que le FMI tienne son Assemblée annuelle en Asie, qui a connu un rythme de croissance économique et de changement si rapide ces dernières années. Les enjeux ne manquent pas, mais, lorsque nos pays membres se retrouveront en septembre, ils pourront se réjouir ensemble des grands progrès accomplis cette année et de la perspective de voir le FMI continuer à se renouveler pour le plus grand bien de la communauté internationale et continuer à travailler sans relâche pour eux dans les années à venir.

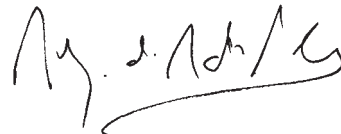
# Lettre de transmission au Conseil des gouverneurs

Le 3 août 2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de présenter au Conseil des gouverneurs, conformément à l'article XII, section 7 a), des Statuts du Fonds monétaire international et à la section 10 de la Réglementation générale du FMI, le Rapport annuel du Conseil d'administration pour l'exercice clos le 30 avril 2006. En application de la section 20 de la Réglementation générale, ce rapport fait état du budget administratif et du budget d'équipement du FMI approuvés par le Conseil d'administration pour l'exercice s'achevant le 30 avril 2007, lesquels sont présentés au chapitre 9. Les états financiers vérifiés du département général, du département des DTS et des comptes administrés par le FMI pour l'exercice clos le 30 avril 2006 sont présentés à l'appendice VII.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



**Rodrigo de Rato**  
*Directeur général et  
Président du Conseil d'administration*

# Conseil d'administration au 30 avril 2006

(Les noms des administrateurs suppléants sont en italiques.)



États-Unis

Nancy P. Jacklin  
*Meg Lundsager*



Japon

Shigeo Kashiwagi  
*Michio Kitahara*



Allemagne

Karlheinz Bischofberger  
*Gert Meissner*



Arménie,  
Bosnie-Herzégovine,  
Bulgarie, Chypre,  
Croatie, Géorgie,  
Israël, ex-République  
yougoslave de  
Macédoine, Moldova,  
Pays-Bas, Roumanie,  
Ukraine

Jeroen Kremers  
*Yuriy G. Yakusha*



Costa Rica,  
El Salvador, Espagne,  
Guatemala, Honduras,  
Mexique, Nicaragua,  
Venezuela

Moisés Schwartz  
*Mary Dager*



Albanie, Grèce,  
Italie, Malte,  
Portugal,  
Saint-Marin,  
Timor-Leste

Arrigo Sadun  
*Miranda Xafa*



Bahreïn, Égypte,  
Émirats arabes unis,  
Iraq, Jordanie,  
Koweït, Liban,  
Libye, Maldives,  
Oman, Qatar,  
République arabe  
syrienne, Yémen

A. Shakour Shaalan  
*Samir El-Khoury*



Arabie Saoudite

Sulaiman M. Al-Turki  
*Abdallah S. Alazzaz*



Brunéi Darussalam,  
Cambodge, Fidji,  
Indonésie, Malaisie,  
Myanmar, Népal,  
République  
démocratique  
populaire lao,  
Singapour,  
Thaïlande, Tonga,  
Vietnam

Hooi Eng Phang  
*Made Sukada*



Fédération de Russie

Alexeï V. Mojine  
*Andreï Louchine*



République islamique  
d'Afghanistan,  
Algérie, Ghana,  
République  
islamique d'Iran,  
Maroc, Pakistan,  
Tunisie

Abbas Mirakhor  
*Mohammed Daïri*



Brésil, Colombie,  
Équateur, Guyana,  
Haïti, Panama,  
République Dominicaine,  
Suriname,  
Trinité-et-Tobago

Eduardo Loyo  
*Roberto Steiner*



France

Pierre Duquesne  
Olivier Cuny



Royaume-Uni

Tom Scholar  
Andrew Hauser



Autriche, Bélarus,  
Belgique, Hongrie,  
Kazakhstan,  
Luxembourg,  
République slovaque,  
République tchèque,  
Slovénie, Turquie

Willy Kiekens  
Johann Prader



Antigua-et-Barbuda,  
Bahamas, Barbade,  
Belize, Canada,  
Dominique, Grenade,  
Irlande, Jamaïque,  
Saint-Kitts-et-Nevis,  
Saint-Vincent-et-  
les Grenadines,  
Sainte-Lucie

Jonathan Fried  
Peter Charleton



Danemark, Estonie,  
Finlande, Islande,  
Lettonie, Lituanie,  
Norvège, Suède

Tuomas Saarenheimo  
Jon T. Sigurgeirsson



Australie, Corée,  
États fédérés  
de Micronésie,  
îles Marshall,  
îles Salomon, Kiribati,  
Mongolie, Nouvelle-  
Zélande, Palaos,  
Papouasie-Nouvelle-  
Guinée, Philippines,  
Samoa, Seychelles,  
Vanuatu

Jong Nam Oh  
Richard Murray



Afrique du Sud,  
Angola, Botswana,  
Burundi, Érythrée,  
Éthiopie, Gambie,  
Kenya, Lesotho,  
Malawi, Mozambique,  
Namibie, Nigéria,  
Ouganda, Sierra Leone,  
Soudan, Swaziland,  
Tanzanie, Zambie

Peter J. Ngumbullu  
Peter Gakunu



Chine

WANG Xiaoyi  
GE Huayong



Azerbaïdjan,  
Ouzbékistan, Pologne,  
République kirghize,  
Serbie-et-Monténégro,  
Suisse, Tadjikistan,  
Turkménistan

Fritz Zurbrügg  
Andrzej Raczko



Bangladesh,  
Bhoutan, Inde,  
Sri Lanka

B.P. Misra  
Amal Uthum Herat



Argentine, Bolivie,  
Chili, Paraguay,  
Pérou, Uruguay

Héctor R. Torres  
Javier Silva-Ruete



Bénin, Burkina Faso,  
Cameroun, Cap-Vert,  
Comores, République  
du Congo, République  
démocratique du Congo,  
Côte d'Ivoire, Djibouti,  
Gabon, Guinée, Guinée-  
Bissau, Guinée équatoriale,  
Madagascar, Mali,  
Maurice, Mauritanie, Niger,  
République Centrafricaine,  
Rwanda, São Tomé-et-  
Príncipe, Sénégal,  
Tchad, Togo

Damian Ondo Mañe  
Laurean W. Rutayisire